

PREFECTURE DE L'AUBE

DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES ET
DES AFFAIRES ECONOMIQUES
BUREAU DE LA PROTECTION L'ENVIRONNEMENT

ARRÊTÉ N° 00- 5826 A

INSTALLATIONS CLASSÉES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Commune de La Chapelle St Luc
Société CHAZELLE

LE PRÉFET DU DÉPARTEMENT DE L'AUBE,
CHEVALIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE

- VU le Livre V du Code de l'Environnement,
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement,
- VU la demande présentée le 24 décembre 1999, complétée le 09 février 2000, par M. Arnault de Colonne, Président Directeur Général de la Sté Chazelle dont le siège social se situe 130 bis, Bld de Dijon, à St Julien les Villas, à l'effet d'obtenir l'autorisation de créer un centre de triage (conditionnement des déchets valorisables) et un centre de transfert pour les DIB ultimes, les ordures ménagères, les déchets verts et les déchets industriels spéciaux, sur le territoire de la commune de la Chapelle-St-Luc,
- CONSIDÉRANT que les activités faisant l'objet de la présente demande relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement : 167A, 322A, 2663 – 2a, 1530.2, 128, 98 bis C,
- VU le procès-verbal de l'enquête publique ouverte dans la commune de la Chapelle-St-Luc du 17 avril au 16 mai 2000,
- VU l'avis du commissaire enquêteur reçu le 18 mai 2000,
- VU l'avis des conseils municipaux de La Chapelle-St-Luc, Barberey St Sulpice, Lavau, Les Nôes près Troyes, Sainte Maure, Sainte Savine, Troyes,

VU les avis émis par les chefs des services intéressés,

VU l'avis du CDH en date du 17 octobre 2000,

CONSIDERANT que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance du demandeur et qui n'a formulé aucune observation sur sa teneur dans le délai de 15 jours qui lui était imparti,

CONSIDERANT que les activités exercées sont de nature à porter atteinte aux intérêts à protéger mentionnés à l'article 1^{er} de la loi susvisée et qu'il convient en conséquence de prévoir des mesures adaptées destinées à les prévenir ou empêcher ces effets,

Sur proposition de la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aube,

TABLE DES MATIERES

TITRE I : CONDITIONS GENERALES	5
<i>Article 1 : Objet</i>	5
<i>Article 2 : Conditions Générales de l'autorisation</i>	6
2.1 - Plans	6
2.2 – Périmètres d'isolement	6
2.3 – Intégration dans le paysage	6
2.4 – Contrôles et analyses	6
2.5 – Contrôles inopinés	6
2.6 –Hygiène et sécurité	6
 TITRE II : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU	 7
<i>Article 3 : Limitation des prélèvements d'eau</i>	7
3.1 – Origine de l'approvisionnement en eau	7
3.2 – Relevé des prélèvements d'eau	7
3.3 – Protection des réseaux d'eau potable	7
<i>Article 4 : Prévention des pollutions accidentelles</i>	7
4.1 – Canalisation de transports de fluides	7
4.2 – Plan des réseaux	7
4.3 – Réservoirs	8
4.4 – Cuvettes de rétention	8
<i>Article 5 : Collecte des effluents</i>	9
<i>Article 6 : Traitement des effluents</i>	9
6.1 – Obligation de traitement	9
6.2 – Entretien et suivi des installations de traitement	9
6.3 - Dysfonctionnements des installations de traitement	9
<i>Article 7 : Définition des rejets</i>	9
7.1 – Identification des effluents	9
7.2 – Dilution des effluents	9
7.3 –Rejets en nappe	9
7.4 – Caractéristiques générales des rejets	10
7.5 – Localisation des points de rejets	10
<i>Article 8 : Valeurs limites de rejets</i>	10
8.1 – Eaux exclusivement pluviales	10
8.2 – Eaux domestiques	11
<i>Article 9 : Conditions de rejet</i>	11
9.1 –Conception et aménagement des ouvrages de rejet	11
9.2 – Points de prélèvements	11
<i>Article 10 : Surveillance des rejets</i>	11
10.1 – Auto surveillance	11
<i>Article 11 : Conséquences des pollutions accidentelles</i>	12

TITRE III : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE	12
<i>Article 12 : Prévention de la pollution atmosphérique</i>	12
12.1 – Dispositions générales	12
TITRE IV : PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS	13
<i>Article 13 : Prévention Du bruit et des vibrations</i>	13
13.1 – Construction et exploitation	13
13.2 – Véhicules et engins	13
13.3 – Appareils de communication	14
13.4 – Niveaux acoustiques	14
13.5 – Contrôles	14
TITRE V – TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS	15
<i>Article 14, 15, 16</i>	15
<i>Article 17 : Station de transit d'ordures ménagères</i>	15
<i>Article 18 : Tri de DIB et de déchets ménagers pré-trié</i>	16
TITRE VI – PREVENTION DES RISQUES ET SECURITE	20
<i>Article 20 : Sécurité</i>	20
20.1 – Organisation générale	20
<i>Article 21</i>	21
<i>Article 22</i>	21
<i>Article 23</i>	22
<i>Article 24</i>	22
<i>Article 25 : Mesures de protection contre l'incendie</i>	23
TITRE VII – AGREMENT POUR LA VALORISATION DES DECHETS D'EMBALLAGE	25
<i>Article 26</i>	25
<i>Articles 27 à 30</i>	25
<i>Article 31</i>	26
TITRE VIII – DISPOSITONS ADMINISTRATIVES	26
<i>Article 32 – Dispositions générales et particulières</i>	26

ARRETE

TITRE I : CONDITIONS GENERALES

ARTICLE 1 : OBJET

La société CHAZELLE dont le siège social est situé 130BIS, Boulevard de Dijon à St-Julien-les-Villas, est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de La Chapelle-St-Luc, ZI des Vignettes, rue de la douane, les installations suivantes :

N°	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	A/D
167 A	Déchets industriels provenant d'Installations Classées (installations d'élimination à l'exception des installations traitant simultanément et principalement des ordures ménagères) A – Station de transit	Triage/conditionnement pour la valorisation des déchets industriels banals et des déchets d'emballages, d'origine industrielle et triage/transfert de déchets industriels banals ultimes : 42500 tonnes/an Transit de déchets industriels spéciaux : 750 tonnes/an	A
322 A	Ordures ménagères et autres résidus urbains A – Station de transit	Triage/conditionnement pour la valorisation des déchets d'emballages, issus de collectes sélectives auprès des ménages : 8 500 tonnes/an Transfert d'ordures ménagères et de déchets verts : 37 000 tonnes/an	A
2662 A)	Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de) : le volume susceptible d'être stocké étant supérieur ou égal à 1 000 m³	Volume de stockage : 2 000 m ³	A
128	Chiffons usagés ou souillés (dépôts ou ateliers de triage de) La quantité emmagasinée est supérieure à 50 tonnes	Volume de stockage : 100 tonnes	A
98 bis C	Caoutchouc, élastomères, polymères (dépôts ou ateliers de triage de matières usagées combustibles à base de) Installés sur un terrain isolé, bâti ou non, situé à plus de 50 m d'un bâtiment habité ou occupé par des tiers, la quantité entreposée étant supérieure à 150 m ³	Volume de stockage de pneus : 500 m ³	D
1530.2	Dépôt de bois, papiers, cartons ou matériaux combustibles analogues La quantité de matériaux stockés à l'intérieur de l'établissement est supérieure à 1 000 m ³ mais inférieure à 20 000 m ³	Volume de stockage : 4 000 m ³	D

ARTICLE 2 - CONDITIONS GENERALES DE L'AUTORISATION

2.1 - Plans

Sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, l'établissement est situé et exploité conformément aux plans et descriptifs joints à la présente autorisation.

2.2 – Périmètres d'isolement

La distance séparant l'établissement des immeubles habités par des tiers, établissements recevant du public ou immeubles de grande hauteur est égale à au moins 170 mètres. L'exploitant doit informer l'inspecteur des installations classées de toute cession de terrain et de tout projet de construction ou d'aménagement parvenu à sa connaissance lorsqu'ils sont à l'intérieur de ce périmètre d'isolement.

2.3 - Intégration dans le paysage

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site et tient régulièrement à jour un schéma d'aménagement. L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence. Les abords de l'établissement, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment les émissaires de rejet et leurs périphéries font l'objet d'un soin particulier.

2.4 - Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté, l'inspecteur des installations classées peut demander, en cas de besoin, que des contrôles spécifiques, des prélèvements et analyses soient effectués par un organisme dont le choix est soumis à son approbation s'il n'est pas agréé à cet effet, dans le but de vérifier le respect des prescriptions d'un texte réglementaire. Les frais occasionnés par ces opérations sont à la charge de l'exploitant.

2.5 - Contrôles inopinés

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, par un organisme tiers choisi par lui-même, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets produits ou admis ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Il peut également demander le contrôle de l'impact sur le milieu récepteur de l'activité de l'entreprise. Les frais occasionnés par ces contrôles, inopinés ou non, sont à la charge de l'exploitant.

2.6– Hygiène et sécurité

L'exploitant doit se conformer à toutes les prescriptions législatives et réglementaires concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

TITRE II : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

ARTICLE 3 : LIMITATION DES PRELEVEMENTS D'EAU

3.1. - Origine de l'approvisionnement en eau

L'eau utilisée dans l'établissement provient uniquement du réseau public de distribution d'eau potable de la ville de La Chapelle-St-Luc.

La consommation d'eau annuelle n'excédera pas 2 000 m³.

3.2 – Relevé des prélèvements d'eau.

Les installations de prélèvements d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Le relevé des volumes prélevés doit être effectué trimestriellement.

3.3. - Protection des réseaux d'eau potable.

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes doivent être installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de produits non compatibles avec la potabilité de l'eau dans les réseaux d'eau publique.

ARTICLE 4 : PREVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

4.1. - Canalisations de transport de fluides

Les canalisations de transport de matières dangereuses ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique et chimique des produits qu'elles contiennent.

Les différentes canalisations doivent être convenablement entretenues et faire l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité.

Elles doivent être repérées conformément aux règles en vigueur.

4.2. - Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés.

Ils seront tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

4.3. - Réservoirs

4.3.1. - Les réservoirs de produits polluants ou dangereux non soumis à la réglementation des appareils à pression de vapeur ou de gaz, ni à celles relatives au stockage des liquides inflammables doivent satisfaire aux dispositions suivantes :

- si leur pression de service est inférieure à 0,3 bar, ils doivent subir un essai d'étanchéité à l'eau par création d'une surpression égale à 5 cm d'eau,
- si leur pression de service est supérieure à 0,3 bar, les réservoirs doivent :
- porter l'indication de la pression maximale autorisée en service,
- être munis d'un manomètre et d'une soupape ou organe de décharge taré à une pression égale à au moins 1,5 fois la pression en service.

4.3.2. - Les essais prévus ci-dessus doivent être renouvelés après toute réparation notable ou dans le cas où le réservoir considéré serait resté vide pendant 24 mois consécutifs.

4.3.3. - Ces réservoirs doivent être équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi les débordements en cours de remplissage.

4.3.4. - Les réservoirs contenant des produits incompatibles susceptibles de provoquer des réactions violentes ou de donner naissance à des produits toxiques lorsqu'ils sont mis en contact, doivent être implantés et exploités de manière telle qu'il ne soit aucunement possible de mélanger ces produits.

4.4. - Cuvettes de rétention

4.4.1. - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

4.4.2. - Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

4.4.3. - Les capacités de rétention doivent être étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour leur dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé.

4.4.4. - L'étanchéité du (ou des) réservoir associé(s) à une cuvette de rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment.

4.4.5. - Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention.

4.4.6. - Les aires de chargement et de déchargement de véhicules-citernes ainsi que les aires d'exploitation doivent être étanches et disposées en pente suffisante pour drainer les fuites éventuelles vers une rétention.

4.4.7 - Le stockage et la manipulation de déchets susceptibles de contenir des produits polluants doivent être réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des lixiviats et des eaux de ruissellement.

ARTICLE 5 : COLLECTE DES EFFLUENTS

Tous les effluents aqueux doivent être canalisés.

Les réseaux de collecte des effluents doivent séparer les eaux pluviales non polluées et les diverses catégories d'eaux polluées.

ARTICLE 6 : TRAITEMENT DES EFFLUENTS

6.1. - Obligation de traitement

Les effluents doivent faire l'objet, en tant que de besoin, d'un traitement permettant de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

6.2. - Entretien et suivi des installations de traitement

Les installations de traitement doivent être correctement entretenues.

6.3. - Dysfonctionnements des installations de traitement

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement sont susceptibles de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise

ARTICLE 7 : DEFINITION DES REJETS

7.1. - Identification des effluents

Les différentes catégories d'effluents sont :

- [] les eaux domestiques,
- [] les égouttures et eaux de lavage à l'intérieur du bâtiment de triage-transfert,
- [] les eaux pluviales de toiture,
- [] les eaux pluviales de ruissellement,

7.2. - Dilution des effluents

Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

7.3. - Rejet en nappe

Le rejet direct ou indirect d'effluents même traités, dans la nappe d'eaux souterraines est interdit, sauf en ce qui concerne les eaux pluviales citées à l'article 8.

7.4. - Caractéristiques générales des rejets

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tous produits susceptibles de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, seraient susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

De plus :

- ils ne doivent pas comporter des substances toxiques, nocives ou néfastes dans des proportions capables d'entraîner la destruction du poisson, de nuire à sa nutrition ou à sa reproduction ou à sa valeur alimentaire,
- ils ne doivent pas provoquer une coloration notable du milieu récepteur, ni être de nature à favoriser la manifestation d'odeurs ou de saveurs.

7.5. - Localisation des points de rejet

- eaux domestiques.

Elles seront rejetées dans le réseau d'assainissement communal de la Chapelle-Saint-Luc.

- égouttures et eaux de lavage recueillies à l'intérieur du bâtiment de triage-transfert.

Elles seront pompées puis éliminées dans des installations autorisées à cet effet.

- eaux pluviales toitures et de ruissellement.

Elles seront dirigées vers 2 bassins tampons de 100 m³ chacun puis vers un séparateur-décanteur d'hydrocarbures qui seront munis d'une vanne de fermeture avant rejet dans La Noue Robert.

Le site devra pouvoir être mis en rétention afin de recueillir intégralement les écoulements éventuels et les eaux d'extinction d'incendie, cette rétention aura un volume minimum de 500m³.

Les liquides ainsi recueillis seront analysés afin de définir leur moyen d'élimination.

ARTICLE 8 : VALEURS LIMITES DE REJETS

8.1. - Eaux domestiques

Les eaux domestiques sont dirigées vers le réseau communal qui aboutit à la station d'épuration de Barberey.

8.2. - Eaux de toiture et de ruissellement

Le rejet des eaux pluviales ne doit pas contenir plus de :

SUBSTANCES	CONCENTRATIONS (en mg/l)	METHODE DE MESURE
DCO	125	NFT 90101
MEST	35	NFT 90105
Hydrocarbures	1	NFT 90114
AOX	1	NFEN 1485
Indice phénol	0.3	XPT 90105

La température des effluents rejetés est inférieur à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5.

ARTICLE 9 : CONDITIONS DE REJET

9.1. - Conception et aménagement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur .

9.2. - Points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides doivent être prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure.

Ces points doivent être aménagés de manière à être facilement accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspecteur des installations classées et du service chargé de la police des eaux.

ARTICLE 10: SURVEILLANCE DES REJETS

10.1 - Auto surveillance

Une fois par semestre, une analyse d'un échantillon prélevé par un organisme extérieur portera sur les paramètres listés à l'article 8.1. Les résultats seront transmis le mois suivant à l'inspecteur des installations classées.

ARTICLE 11 : CONSEQUENCES DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

En cas de pollution accidentelle provoquée par l'établissement, l'exploitant devra être en mesure de fournir dans les délais les plus brefs, tous les renseignements connus dont il dispose permettant de déterminer les mesures de sauvegarde à prendre pour ce qui concerne les personnes, la faune, la flore, les ouvrages exposés à cette pollution, en particulier :

- 1) la toxicité et les effets des produits rejetés,
- 2) leur évolution et leurs conditions de dispersion dans le milieu naturel,
- 3) la définition des zones risquant d'être atteintes par des concentrations en polluants susceptibles d'entraîner des conséquences sur le milieu naturel ou les diverses utilisations des eaux,
- 4) les méthodes de destruction des polluants à mettre en œuvre,
- 5) les moyens curatifs pouvant être utilisés pour traiter les personnes, la faune ou la flore exposées à cette pollution,
- 6) les méthodes d'analyses ou d'identification et organismes compétents pour réaliser ces analyses.

Pour cela l'exploitant doit constituer un dossier comportant l'ensemble des dispositions prises et des éléments bibliographiques pour satisfaire aux 6 points ci-dessus. Ce dossier de lutte contre la pollution des eaux doit être tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées et des services chargés de la police de eaux, et régulièrement mis à jour pour tenir compte de l'évolution des connaissances et des techniques.

TITRE III : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

ARTICLE 12 : PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE

12.1. - Dispositions générales

12.1.1. - L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire l'émission de polluants à l'atmosphère.

Les poussières , gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés. Sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs, les rejets doivent être conformes aux dispositions du présent arrêté.

L'ensemble des installations est nettoyé régulièrement et tenu dans un bon état de propreté.

Le brûlage à l'air libre est interdit.

12.1.2. - Odeurs

Toutes dispositions sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

Le local de transfert des ordures ménagères sera entièrement fermé et ces ordures ménagères ne séjourneront pas plus de 24 heures sur le site.

Tout dégagement d'odeurs devra être immédiatement combattu par des moyens efficaces.

12.1.3. – Stockages

Les stockages de produits pulvérulents doivent être confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents doivent être munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté.

12.1.4 – Voies de circulation

L'exploitant doit prendre les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules doivent être aménagées (formes de pente, revêtement, etc...) et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela, des dispositions telles que le lavage des roues de véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible doivent être engazonnées,
- des écrans de végétation doivent être prévus.

TITRE IV : PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

ARTICLE 13: PREVENTION DU BRUIT ET DES VIBRATIONS

13.1. - Construction et exploitation

L'installation doit être construite équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les horaires de fonctionnement seront de 7 h à 18 h en semaine pour la réception des déchets, sauf en ce qui concerne le transit d'OM qui pourra débuter à 6h.

Les prescriptions suivantes sont applicables à l'installation :

- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
- la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

13.2. - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n°95-79 du 23 janvier 1995) et des textes pris pour son application.

13.3. - Appareils de communication

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênant pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

13.4. - Niveaux acoustiques

Le contrôle des niveaux acoustiques dans l'environnement se fait en se référant au tableau ci-après qui fixent les valeurs des niveaux limites admissibles en limite de propriété.

Points de mesure	Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
	Période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
AB	65	60
G	70	60
D	68	60

Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 7 heures à 22 heures, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 heures à 7 heures, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieure à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

13.5. - Contrôles

L'inspecteur des Installations Classées peut demander que des contrôles ponctuels ou une surveillance périodique de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix est soumis à son approbation. Les frais sont supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées peut demander à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation classée. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

TITRE V : TRAITEMENT ET ELIMINATION DES DECHETS

ARTICLE 14 : L'exploitant doit tenir à jour un registre est tenu sur lequel seront reportées les informations suivantes pour tous les déchets entrant sur le site:

- codification selon la nomenclature officielle
- type et quantité de déchets produits
- opération ayant généré chaque déchet
- nom des entreprises et des transporteurs assurant les enlèvements de déchets
- date des différents enlèvements pour chaque type de déchets
- nom et adresse des centres d'élimination
- nature du traitement effectué sur le déchet dans le centre d'élimination.

Ce registre est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. A cet état sont annexés les justificatifs de l'élimination des déchets (à conserver 3 ans).

ARTICLE 15 : Le local de triage-tranfert sera mis en état de dératisation permanente. Les factures des produits raticides ou le contrat passé avec une entreprise spécialisée en dératisation seront maintenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées pendant une durée d'un an.

ARTICLE 16 : On luttera contre les insectes par un traitement approprié.

ARTICLE 17 : STATION DE TRANSIT D'ORDURES MÉNAGÈRES.

- Article 17-1 : Les ordures ménagères proviendront uniquement du département de l'Aube et principalement de l'agglomération troyenne. Le temps de séjour de ces déchets sur le site n'excédera pas 24 heures. La quantité maximale de déchets reçus ne sera pas supérieure à 120 tonnes /jour.

- Article 17-2 : Un ou plusieurs exutoires de fumée seront inclus dans la toiture du local ; leur surface sera au moins égale à 1/100 de la surface de la toiture avec un minimum de 1 m².

- Article 17-3 : Les voies de circulation et les aires d'attente ou de stationnement seront aménagées en fonction du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler ; elles seront constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant et n'entraînant pas l'envol de poussières.

- Article 17-4 : La capacité journalière de transit de l'installation sera au moins égale au double du tonnage journalier maximal de résidus susceptibles d'être apportés en exploitation normale.

- Article 17-5 : La fosse de réception sera construite en matériaux très robustes, susceptibles de résister aux chocs ; elle sera étanche.

Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.

- Article 17-6 : L'exploitant devra toujours être en mesure de justifier l'origine, la nature et les quantités de déchets qu'il reçoit par les bons de réception signés par le livreur dans le cas où il s'agit de résidus urbains apportés par des particuliers, par le contrat passé avec une collectivité dans le cas d'ordures ménagères régulièrement collectées.

- Article 17-7 : Il est interdit de faire transiter par la station des déchets non refroidis dont la température serait susceptible de provoquer un incendie ainsi que des déchets liquides, même en récipients clos.

- Article 17-8 : Le triage des ordures est interdit.

- Article 17-9 : La fosse sera nettoyée avant la fermeture journalière ; elle sera désinfectée en tant que de besoin.

Les sols de l'établissement seront maintenus propres.

- Article 17-10 : Toutes les voies de circulation et de stationnement seront régulièrement nettoyées et entretenues.

Les éléments légers qui se seraient dispersés dans l'enceinte de l'établissement seront ramassés.

- Article 17-11 : Les matériels de manutention seront régulièrement entretenus.

Un matériel de secours sera prévu pour pallier la défaillance de l'engin habituellement utilisé ; il devra pouvoir être amené sans délai.

Si un matériel fixe est utilisé (compacteur, par exemple), les pièces de rechange et pièces d'usure seront en réserve dans l'établissement pour effectuer un dépannage immédiat.

- Article 17-12 : Si le transport vers le centre de traitement n'est pas effectué en caisson fermé, les résidus seront recouverts, avant leur sortie de la station, d'une bâche ou d'un dispositif de couverture efficace.

ARTICLE 18 : TRI DE DIB ET DE DÉCHETS MÉNAGERS PRÉ-TRIÉS.

- Article 18-1 : Les déchets reçus proviendront essentiellement du département de l'Aube. Les déchets devront être triés dans un délai de 3 jours et les refus de tri ne devront pas transiter sur le site plus de 3 jours.

- Article 18-2 : Les quantités admissibles de déchets seront :

- pour les *DIB*

bois	2 500 t/an
papiers/carton	15 000 t/an
plastiques	3 500 t/an
textiles	2 000 t/an
pneus	3 000 t/an
refus de tri	16 500t/an

- pour les déchets ménagers pré-triés

papiers/carton	1 500 t/an
journaux	1 000 t/an
plastiques	5 000 t/an
verre	1 000 t/an

Le centre de tri aura une capacité maximale de 51 000 t/an, la quantité maximale triée sera de 4 tonnes /heure.

Article 18-3 : La toiture doit être réalisée en éléments incombustibles. Elle doit comporter au moins sur 2 % de sa surface des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées (par exemple, matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur). Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface est au moins égale à 0,5 % de la surface totale de la toiture. La commande manuelle des exutoires de fumée doit être facilement accessible depuis les issues de secours.

Les différentes cases de stockage de produits différents seront séparées par des murs coupe-feu 1h.

Les installations doivent être entourées d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de 2 mètres empêchant l'accès au site. Un portail fermant à clef interdira l'accès du site en dehors des heures d'ouverture.

La clôture doit être doublée par une haie vive ou un rideau d'arbres à feuilles persistantes en fonction de la visibilité.

- Article 18-4 : Des voies de circulation doivent être aménagées à partir de l'entrée jusqu'aux postes de réception ou d'enlèvement. Elles sont étudiées en fonction du nombre, du gabarit et du tonnage des véhicules appelés à y circuler. Elles sont constituées d'un sol revêtu suffisamment résistant en n'entraînant pas l'envol de poussières.

Les accès au site doivent pouvoir faire l'objet d'un contrôle visuel permanent.

Un panneau placé à proximité de l'entrée du site indique les différentes installations et le plan de circulation à l'intérieur de l'établissement.

L'établissement dispose d'une aire d'attente de façon à prévenir le stationnement de véhicules en attente sur les voies publiques.

- Article 18-5 : Les stockages sont effectués de manière à ce que toutes les voies et issues soient largement dégagées. Les matériels non utilisés sont regroupés hors des allées de circulation.

Le stationnement des véhicules devant les issues ou sur les voies de circulation n'est autorisé que pendant le temps des opérations de chargement et déchargement.

- Article 18-6 : Les aires de réception des déchets et les aires de stockage des produits triés et des refus doivent être nettement délimitées, séparées et clairement signalées.

Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.

- Article 18-7 : Le sol des voies de circulation et de garage, des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des déchets doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les produits répandus accidentellement et les eaux d'extinction d'incendie éventuelles. Les eaux recueillies sont traitées conformément à l'article 8.

Les surfaces en contact avec les résidus doivent pouvoir résister à l'abrasion et être suffisamment lisses pour éviter l'accrochage des matières.

- Article 18-8 : Les locaux et les équipements doivent être maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment les voies de circulation pour éviter les amas de poussières. Le matériel de nettoyage doit être adapté aux risques présentés par les produits et poussières et présenter les garanties correspondantes. Les éléments légers qui se seront dispersés dans et hors de l'établissement doivent être régulièrement ramassés.

Les voies de circulation doivent être dégagées de tout objet susceptibles de gêner la circulation.

- Article 18-9 : Les locaux ou zones spéciales de recharge de batteries sont très largement ventilés de manière à éviter toute formation de mélange gazeux explosif. Ils respectent les prescriptions réglementaires qui leur sont applicables.

- Article 18-10 : Le chauffage des locaux (bureaux exceptés) ne peut être réalisé que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique, ou tout autre système présentant un degré de sécurité équivalent.

- Article 18-11 : Le contrôle quantitatif des réceptions et des expéditions doit être effectué par un pont bascule agréé et contrôlé au titre de la réglementation métrologique.

- Article 18-12 : L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant. L'ensemble du personnel intervenant sur le site doit avoir reçu une formation sur la nature des déchets triés dans l'établissement.

- Article 18-13 : Avant réception d'un déchet, un accord commercial devra préalablement définir le type de déchets livrés.

- Article 18-14 : Les déchets réceptionnés doivent faire l'objet d'un contrôle visuel systématique pour s'assurer de la conformité avec le bordereau de réception.

Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur du déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé, et l'information de l'inspection des installations classées.

- Article 18-15 : les bennes de déchets réceptionnées sur le site sont triées dès leur arrivée. Les matériaux sont traités par filière dans la continuité de l'opération, c'est-à-dire sans stockage intermédiaire, dans les conditions normales d'exploitation.

- Article 18-16 : Chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, l'heure, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchets et l'identité du transporteur, le numéro d'immatriculation du véhicule et des observations s'il y a lieu. Il est systématiquement établi un bordereau de réception.

Chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'entreprise de valorisation ou d'élimination, la nature et la quantité du chargement et l'identité du transporteur.

Les registres où sont mentionnées ces données sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

- Article 18-17 : Le stockage des déchets et des produits triés, transitant dans l'installation doit s'effectuer dans des conditions limitant les risques de pollution (prévention des envols, des infiltrations, des odeurs).

- Article 18-18 : Le transport des déchets doit s'effectuer dans des conditions propres à limiter les envols.

En particulier, s'il est fait usage de bennes ouvertes, les produits doivent être couverts d'une bâche ou d'un filet avant le départ de l'établissement.

- Article 18-19 : Les déchets non recyclables résultant du tri doivent être éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant doit être en mesure d'en justifier l'élimination. Les documents justificatifs doivent être conservés 5 ans.

A l'issue du tri, les produits recyclables doivent être traités dans des installations autorisées ou déclarées à cet effet, ce que l'exploitant doit être en mesure de justifier.

- Article 18-20 : Le démantèlement doit faire l'objet de prescriptions spécifiques portant notamment sur l'évacuation des déchets et produits dangereux et sur les contrôles des pollutions éventuelles du sol ou de l'eau souterraine.

C) Transit de déchets spéciaux.

- Article 19-1 : Les déchets suivants sont interdits sur le site :

- ☐ Les déchets industriels spéciaux définis dans le décret n° 97.517 du 15 mai 1997 sauf les DTQD, les piles, les batteries et les emballages souillés.
- ☐ Les déchets radioactifs,
- ☐ Les déchets contaminés dont les déchets de soins,
- ☐ Les déchets inflammables et explosifs,
- ☐ Les déchets pulvérulents ou non pelletables en vrac,
- ☐ Les déchets contenant plus de 50 mg/kg de PCB.

Ils proviendront uniquement de la région Champagne Ardennes. Les DTQD seront constitués de récipients de capacité inférieure à 30 litres ayant contenus des solvants, du white spirit, de la peinture, du vernis, de la colle, de l'encre, du mastic, des huiles, des insecticides, des produits phytosanitaires. Ils seront stockés dans des conteneurs spécifiques contenant un absorbant.

- Article 19-2 : Un déchet ne doit pas être entreposé plus de 90 jours sur le site. Le stock total doit être inférieur à tout moment aux quantités réceptionnées au cours des 2 mois précédents. Les stocks des différentes catégories de déchets seront inférieures à :

- 20 tonnes pour les emballages souillés
- 20 tonnes pour les batteries
- 8 tonnes pour les DTQD et les piles

- Article 19-3 : Les déchets sont stockés dans des containers ou des bennes étanches. Le bâtiment de stockage sera constitué d'une dalle étanche formant rétention d'un volume de 50m³ où les liquides susceptibles de s'écouler pourront être récupérés et il sera couvert.

Cette zone sera séparée des stockages des DIB par un mur coupe-feu 2 heures de 3 mètres de hauteur.

L'empilement des containers ne sera pas supérieur à 2 hauteurs.

Les dépôts sont conçus pour permettre un accès facile aux différents récipients et la libre circulation entre les différentes piles de containers. Tout contenant percé sera débarrassé de l'aire de stockage dès sa détection.

Une procédure d'urgence doit être établie et faire l'objet d'une consigne d'exploitation écrite en cas d'identification de déchets non admissibles au sein de l'installation. Cette consigne doit prévoir l'information du producteur du déchet, le retour immédiat du déchet vers ledit producteur ou l'expédition vers un centre de traitement autorisé, et l'information de l'inspection des installations classées.

- Article 19.4 Procédure d'acceptation des déchets

Avant d'admettre un déchet dans son installation, l'exploitant doit demander au détenteur du déchet une information préalable qui précise :

- La provenance et notamment l'identité et l'adresse exacte du producteur,
- La composition chimique principale du déchet,
- Les modalités de la collecte et de la livraison,
- Les risques inhérents aux déchets, les substances avec lesquelles ils ne peuvent pas être mélangés, les précautions à prendre lors de leur manipulation,
- Et toute information pertinente pour caractériser le déchet en question.

L'exploitant peut au vu de cette information préalable, solliciter des informations complémentaires sur le déchet et refuser, s'il le souhaite, d'accueillir le déchet en question. Un contrôle visuel de tout arrivage de déchets doit être effectué.

- Article 19.5 : Registre d'entrée et sortie.

- *registre d'entrée* : chaque entrée fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom du producteur, la nature et la quantité de déchet, les modalités de transport, l'identité du transporteur et les résultats des tests ou analyses de réceptions (ou la référence de la fiche d'analyses). Il mentionne également le lieu de stockage et la destination finale du déchet.

- *registre sortie* : chaque sortie fait l'objet d'un enregistrement précisant la date, le nom de l'éliminateur destinataire, les modalités de transport, l'identité du transporteur, la nature et la quantité du chargement, l'origine de chaque déchet composant le chargement et les éventuels incidents.

- *registre d'opération ou journal* : pour tout regroupement de déchet l'exploitant note la date, la nature, la quantité et l'origine des déchets mélangés, et tient une comptabilité précise de la gestion des cuves.

Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées, et une déclaration au moins trimestrielle de la gestion des déchets lui est adressée par l'exploitant.

TITRE VI : PREVENTION DES RISQUES ET SECURITE
--

ARTICLE 20 : SECURITE

20.1 – Organisation générale

20.1.1 – L'exploitant établir et tient à la disposition de l'inspecteur des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité, sont établies par consignes

écrites.

20.1.2 – Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

20.1.3 – La conduite des installations, tant en situations normales qu'incidentelles ou accidentelles, fait l'objet de documents écrits dont l'élaboration, la mise en place, le réexamen et la mise à jour s'inspirent des règles habituelles d'assurance de la qualité.

20.1.4 – Sûreté du matériel électrique

L'établissement est soumis aux dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 (JO NC du 30 avril 1980) portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées et susceptibles de présenter des risques d'explosion.

L'exploitant doit être en mesure de justifier le type de matériel électrique utilisé dans chacun des différents secteurs de l'usine.

Les installations électriques doivent être réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables (NFC 15.100 notamment) par des personnes compétentes.

20.1.5 -Clôture de l'établissement

L'usine est clôturée sur toute sa périphérie.

La clôture, d'une hauteur minimale de 2 mètres, doit être suffisamment résistante afin d'empêcher les éléments indésirables d'accéder aux installations.

20.1.6 - Accès

Les accès à l'établissement sont constamment fermés ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte de l'usine.

ARTICLE 21

Les matériels et engins de manutention, les matériels et équipements électriques et les moyens de lutte contre l'incendie sont entretenus selon les instructions du constructeur et contrôlés conformément aux règlements en vigueur. Ils sont appropriés aux risques inhérents aux activités exercées.

Les rapports de ces contrôles sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations classées.

L'entretien et la réparation des engins mobiles sont effectuées dans un local spécial.

ARTICLE 22

Sauf dans les locaux administratifs ou sociaux séparés des ateliers et dépôts, il est interdit :

- [] fumer,
- [] apporter des feux nus,
- [] manipuler des liquides inflammables si les récipients ne sont pas hermétiquement clos.

Dans le cas de travaux par points chauds, les mesures suivantes sont prises :

[] aspiration des poussières dans la zone de travail,

[] délivrance d'un permis de feu pour une durée précisée avec fixation de consignes particulières.

Le permis de feu et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le permis de feu et la consigne particulière peuvent être établis, soit par l'exploitant, soit par l'entreprise extérieure, mais doivent être signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure, ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité une vérification des installations doit être effectuée.

ARTICLE 23

Des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

[] l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque,

[] les mesures à prendre en cas de défaillance sur un système de traitement et d'épuration,

[] les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient contenant des substances dangereuses,

[] les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,

[] la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc;

[] les procédures d'arrêt d'urgence (électricité, réseaux de fluides) ;

[] les procédures d'urgence en cas de réception de déchets non admissibles.

ARTICLE 24

L'exploitant doit constituer et former une équipe de première intervention qui est opérationnelle en permanence pendant les heures d'ouverture de l'exploitation.

24.1 Risques d'incendie et d'explosion

24.1.1 Les abords des bâtiments de stockage doivent être entretenus en bon état de propreté de façon à éliminer tous matériaux combustibles sur une bande minimale de 8 mètres. Ces emplacements doivent être soigneusement entretenus ; l'emploi de désherbant chloraté est interdit.

24.1.2 Le matériel et les canalisations électriques devront être maintenus en bon état et rester en permanence conformes à leurs spécifications d'origine.

Un contrôle sera effectué au minimum une fois par an, par un organisme agréé qui devra très explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Il devra être remédié à toute défectuosité constatée dans les plus brefs délais.

ARTICLE 25 – Mesures de protection contre l'incendie

25.1 Protection contre la foudre

25.1.1 Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peuvent être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement, à la sûreté des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, doivent être protégées contre la foudre.

25.1.2 Les dispositifs de protection contre la foudre doivent être conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la Communauté européenne et présentant des garanties de sécurité équivalentes.

La norme doit être appliquée en prenant en compte la disposition suivante : pour tout équipement, construction, ensemble d'équipements et constructions ne présentant pas une configuration et des contours hors tout géométriquement simples, les possibilités d'agression et la zone de protection doivent être étudiées par la méthode complète de la sphère fictive. Il en est également ainsi pour les réservoirs, tours, cheminées et, plus généralement, pour toutes structures en élévation dont la dimension verticale est supérieure à la somme des deux autres.

Cependant, pour les systèmes de protection à cage maillée, la mise en place de pointes caprices n'est pas obligatoire.

25.1.3 L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations visées à l'article 37.1.1 ci-dessus fait l'objet, tous les cinq ans, d'une vérification suivant l'article 5.1 de la norme française C 17-100 adapté, le cas échéant, au type de système de protection mis en place. Dans ce cas la procédure est décrite dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette vérification doit également être effectuée après l'exécution de travaux sur les bâtiments et structures protégés ou avoisinants susceptibles d'avoir porté atteinte au système de protection contre la foudre mis en place et après tout impact par la foudre constaté sur ces bâtiments ou structures.

Un dispositif de comptage approprié des coups de foudre doit être installé sur les installations. En cas d'impossibilité d'installer un tel comptage, celle-ci est démontrée.

25.1.4 – Les pièces justificatives du respect des articles 25.1.1, 25.1.2 et 25.1.3 ci-dessus sont tenues à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

25-2 Moyens de secours

L'établissement doit disposer de moyens internes de lutte contre l'incendie, adaptés aux risques à défendre, permettant de lutter efficacement et rapidement contre un début d'incendie et au moins :

- le bâtiment de tri et stockage de DIB sera muni d'un système de détection incendie déclenchant une sirène générale et reporté au bureau administratif.
- des extincteurs adaptés aux risques. Ces extincteurs sont placés dans des endroits signalés et rapidement accessibles en toutes circonstances à raison d'au moins un extincteur par tranches de 250 m² de superficie à protéger
- 2 poteaux incendie à moins de 200 m du site et débitant au minimum 120m³/h sous un bar, comportant des poteaux de diamètre 100 mm (ou 2*100) normalisés NFS 61-213, piqués sur des canalisations de diamètre au moins égal ou une réserve d'eau d'incendie offrant une capacité d'au moins 240m³, accessible simultanément à 2 engins d'incendie, située à moins de 400 mètres du bâtiment.
- des robinets d'incendie armés répartis dans les locaux et situés à proximité des issues, ils sont disposés de sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en direction opposées. Ils seront protégés du gel.

De plus, cet établissement constituant un risque particulier d'incendie, il appartient au maire de la commune et à l'exploitant de prendre l'attache du service départemental d'incendie et de secours pour conduire une étude sur les moyens hydrauliques complémentaires et indispensables à réaliser pour assurer la couverture du risque représenté par cette exploitation dans un délai de 3 mois après la mise en route de l'exploitation.

L'exploitant veille à la formation sécurité de son personnel et à la constitution d'équipe de sécurité comprenant des agents affectés prioritairement à des fonctions d'intervention lors de sinistres et d'opération de prévention, et pouvant quitter leur poste de travail à tout moment pour combattre un éventuel sinistre.

25.3 Accessibilité du site

L'établissement sera accessible aux engins d'incendie sur au moins le demi-périmètre du bâtiment, avec des voies engins correspondant aux caractéristiques minimales suivantes :

Largeur libre de tout stationnement l : $l > 3$ m

Hauteur libre h : $h > 3.5$ m

Rayon intérieur de virage R : $R > 11$ m

Si $R < 50$ m alors une sur-largeur S doit être réalisée à l'extérieur du virage $S = 15/R$

Pente p : $p < 15\%$

Force portante F : $F = 130$ kN répartie à raison de 40 kN sur l'essieu avant et 90 kN sur l'essieu arrière.

En outre, les portions de voies desservant les façades accessibles doivent permettre la mise en station des échelles aériennes en respectant les caractéristiques supplémentaires suivantes (voies échelles) :

Largeur libre de tout stationnement l : $l > 4$ m

Pente p : $p < 10\%$

Résistance au poinçonnement F_p : $F_p = 100$ kN sur un disque $\varnothing 20$ cm.

25.4 Signalisation

La norme NF X 08 003 relative à l'emploi des couleurs et des signaux de sécurité est appliquée conformément à l'arrêté du 4 août 1982 afin de signaler les emplacements

- des moyens de secours
- des stockages présentant des risques
- des locaux à risques
- des boutons d'arrêt d'urgence

ainsi que les diverses interdictions.

TITRE VII : AGREMENT POUR LA VALORISATION DES DECHETS D'EMBALLAGE

ARTICLE 26

La société Chazelle est agréée à compter du 1^{er} septembre 2000 pour l'exercice de l'activité suivante sur son site Trival Aube de la Chapelle St Luc

- tri de déchets industriels banals contenant :

- | | |
|--|--------------------|
| <input type="checkbox"/> emballages papier cartons | 15 000 tonnes / an |
| <input type="checkbox"/> emballages plastiques | 3 500 tonnes / an |
| <input type="checkbox"/> emballages bois | 2 500 tonnes / an |

ARTICLE 27

Il sera valorisé au minimum 75 % des produits triés

ARTICLE 28

Lors de la prise en charge des déchets d'emballage d'un tiers un contrat écrit sera passé avec ce dernier en précisant la nature et la quantité des déchets pris en charge. Ce contrat devra viser cet agrément et joindre éventuellement ce dernier en annexe. De plus, dans le cas de contrats signés pour un service durable et répété, à chaque cession, un bon d'enlèvement sera délivré en précisant les quantités réelles et les dates d'enlèvement.

ARTICLE 29

Dans le cas où la valorisation nécessite une étape supplémentaire dans une autre installation agréée, la cession à un tiers se fera avec signature d'un contrat similaire à celui mentionné à l'article 40. Si le repreneur est exploitant d'une installation classée, le pétitionnaire s'assurera qu'il bénéficie de l'agrément pour la valorisation des déchets d'emballage pris en charge. Si le repreneur exerce des activités de transport, négoce, courtage, le pétitionnaire s'assurera que ce tiers est titulaire d'un récépissé de déclaration pour de telles activités.

ARTICLE 30

Pendant une période de 5 ans devront être tenus à la disposition des agents chargés du contrôle du respect du décret du 13 juillet 1994 :

- les dates de prise en charge des déchets d'emballages, la nature et les quantités correspondantes, l'identité des détenteurs antérieurs, les termes du contrat, les modalités de l'élimination (nature des valorisations opérées, proportion éventuelle de déchets non valorisés et leur mode de traitement).
- les dates de cession, le cas échéant, des déchets d'emballage à un tiers, la nature et les quantités correspondantes, l'identité du tiers, les termes du contrat et les modalités d'élimination.
- les quantités traitées, éliminées et stockées, le cas échéant et les conditions de stockage.
- les bilans mensuels ou annuels selon l'importance des transactions.

ARTICLE 31

Tout projet de modification significative de l'activité du titulaire ou des moyens qu'il met en œuvre sera porté à la connaissance du Préfet, préalablement à sa réalisation.

TITRE VIII : DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

ARTICLE 32 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES

32.1 – Modifications

Toute modification apportée au mode d'exploitation, à l'implantation du site ou d'une manière plus générale à l'organisation doit être portée à la connaissance :

- du Préfet,
- des services d'incendie et de Secours,
- du SIACED-PC
- du SIRACED-PC
- de l'Inspection des Installations Classées.

32.2 - Délais de prescriptions

La présente autorisation, qui ne vaut pas permis de construire, cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans un délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives sauf cas de force majeure.

32.3 – Cessation d'activités

En cas d'arrêt définitif d'une installation classée, l'exploitant doit remettre son site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.

Au moins un mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au Préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation, ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour la remise en état du site et comportant notamment :

- 1) L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, des matières polluantes susceptibles d'être véhiculées par l'eau ainsi que des déchets présents sur le site,
- 2) La dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- 3) L'insertion du site de l'installation dans son environnement,
- 4) En cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

32 - 4 Délai et voie de recours (article L 514-6 du Code de l'Environnement).

La présente décision ne peut être déférée qu'à un Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant, de 4 ans pour les tiers. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

L'exploitant devra toujours être en possession de son arrêté d'autorisation et le présenter à toute réquisition à M. l'inspecteur des installations classées aux visites duquel il devra soumettre son établissement.

Le bénéficiaire se conformera aux lois et règlements intervenus ou à intervenir sur les installations classées.

En outre, en application de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977, l'Administration peut prescrire en tout temps toutes mesures ou dispositions additionnelles aux conditions énoncées au présent arrêté, qui seraient reconnues nécessaires dans l'intérêt de la sécurité publique ou pour diminuer les inconvénients résultant du voisinage de cette installation et ce, sans que l'exploitant puisse prétendre de ce chef à un dédommagement quelconque.

L'autorisation n'est accordée que sous réserve expresse des droits des tiers et sous la condition absolue que le demandeur sera tenu de satisfaire, à première réquisition, aux prescriptions nouvelles ou complémentaires qui pourraient lui être ultérieurement imposées par l'administration, soit en exécution de nouvelles instructions réglementaires, soit sur l'avis de l'inspecteur des installations classées ou du conseil Départemental d'Hygiène.

Une expédition de cet arrêté sera déposée aux archives de la mairie de la Chapelle-St-Luc pour y être tenue à la disposition de toute personne intéressée.

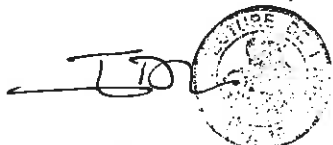
A la porte de cette mairie, sera affichée pendant une durée minimum d'un mois, un extrait de l'arrêté et des prescriptions auxquelles l'installation est soumise. Un procès-verbal relatant l'accomplissement de ces formalités sera adressé à la Préfecture de l'Aube, Direction des Politiques de l'Etat, Bureau de l'Environnement. Le même extrait sera affiché en permanence, de façon bien visible, dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait de cet arrêté sera publié au recueil des actes administratifs.

Un avis portant à la connaissance du public l'autorisation accordée à la Sté Chazelle sera inséré aux frais de celle-ci dans deux journaux locaux.

Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture de l'Aube, Monsieur le maire de La Chapelle-Saint-Luc, l'Inspecteur des Installations Classées sont chargé chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

POUR EXPEDITION :
Pour le Préfet,
Le Chef de Bureau Délégué,



Isabelle DENOEUDE

TROYES, le 28 DÉC 2000
Pour le Préfet,
La Secrétaire Générale,

Signé : Françoise FUGIER

12